

100 ème !

Au cœur d'un congrès au cœur de l'action.

Le congrès du SNESUP s'inscrit dans le cadre des mobilisations exceptionnelles dont témoignent la grève et les puissantes manifestations de ces dernières semaines. Le congrès du SNESUP, réuni à Paris avec des délégués venus de la quasi-totalité des établissements d'enseignement supérieur et de recherche appelle tous les universitaires – enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs, BIATOSS - et étudiants à faire du 2 avril une nouvelle grande journée de grève et de manifestations unitaires pour obtenir du gouvernement :

- La création d'emplois statutaires dès 2009 (pas seulement la publication des 130 emplois de chargés de recherche liés à son recul sur les « chaires mixtes ») et à la programmation d'un plan pluriannuel pour tous les métiers du supérieur et de la recherche.
- Le retrait des projets de décrets « statut des enseignants-chercheurs », « CNU » et « doctorants », l'abrogation du texte « comités de sélection », qui portent la marque d'une volonté d'alourdir le service d'enseignement de tous les personnels et d'une précarisation de tous.
- La revitalisation des organismes de recherche, le refus du démantèlement du CNRS et des autres organismes de recherche, celui de la « désuniversité » ; l'exigence de financements stables récurrents nettement augmentés.
- Le retrait du projet de réforme actuel de formation des enseignants et des concours de recrutement, et des logiques comptables et régressives qui sous-tendent ce dispositif.

Le gouvernement doit entendre le rejet par le monde de l'enseignement supérieur et des organismes de recherche du Pacte pour la Recherche et de la loi LRU (et des agences ANR et AERES qui leur sont liées), comme l'attachement aux IUT, aux IUFM et à une répartition démocratique des financements de postes (toute différente de SYMPA).

Le SNESUP condamne le recours aux intimidations, aux violences policières pour criminaliser le mouvement revendicatif actuel. Il appelle à la solidarité envers les étudiants et personnels, victimes de ces violences.

Appel unanime du congrès du SNESUP - Rue des Saints-Pères, 17 heures

Après les déclarations du 31 mars de X. Darcos et V. Péresse

Après avoir concédé l'ouverture des inscriptions en IUFM dans des conditions similaires à celles de 2008 pour des concours maintenus à l'identique, le ministère de l'éducation nationale a fait paraître un nouveau communiqué sur son site sur le recrutement et la formation des enseignants.

Le SNESUP ne peut que se scandaliser de son contenu. En dépit de la mobilisation continue et massive des personnels et des étudiants, le ministère s'entête à détailler une mise en œuvre de « sa mastérisation » qu'il souhaite mettre en œuvre dès septembre 2009.

D'annonces en annonces, le ministère de l'éducation nationale construit un véritable mécano qui compromet la prochaine rentrée en IUFM et dans les UFR.

Les reçus aux concours 2010, primo candidats, non titulaires de M1, ne pourraient garder qu'une seule année le bénéfice de leur réussite et seraient recrutés en 2011 comme enseignants stagiaires que sous réserve d'avoir obtenu un M2 (sans que soit précisée la nature de ce master).

Le ministère refuse une année de formation en alternance rémunérée après le concours et annonce maintenant que pour 2/3 de leurs obligations de service, les stagiaires devront prendre en responsabilité une ou des classes et pour 1/3 de leur temps recevront une « formation continue renforcée ».

Le Ministère prévoit enfin une commission de concertation sur le recrutement et la formation qui consultera les organisations représentatives.

Les enjeux pour l'Ecole ainsi que la complexité du dossier « recrutement et formation des enseignants » sont tels que les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et

de la recherche doivent réunir tous les acteurs de la formation, pour trouver dans un calendrier raisonnable, des accords préalables avant tout groupe de travail sur les points suivants :

- a) le cadrage national de la formation ;
- b) l'offre de formation sur tout le territoire ;
- c) l'existence et la place des concours nationaux ouvrant à des postes d'enseignants dans une fonction publique d'Etat ;
- d) le contenu des formations disciplinaires et professionnelles ;
- e) l'articulation avec la recherche ;
- f) la place des différents acteurs de la formation ;
- g) le rôle et l'avenir des IUFM ;
- h) le financement des études et le statut des stagiaires ;
- i) la poursuite de la formation (formation continue, études doctorales, concours internes...).

Le SNESUP s'est toujours inscrit dans une véritable perspective d'élévation et d'amélioration de la formation des enseignants et demande aux ministres de prendre en compte l'opposition de la communauté à la réforme dite de mastérisation.

C'est pourquoi, le SNESUP exige le retrait de ce projet de réforme et, outre l'annonce du statu quo pour la préparation et les concours 2010, le maintien de l'année de stage des lauréats de 2010.

Après cette clarification, une véritable concertation avec tous les acteurs concernés doit être possible.

Le SNESUP appelle à la manifestation du 2 avril et soutient tous les acteurs de la formation en lutte sous des formes riches et inventives : nuits, printemps des chaises rondes...

**LE CONGRES SE RENDRA AVEC DRAPEAUX A LA MANIFESTATION PARISIENNE
JEUDI 2 AVRIL – 14 h 30 - PANTHEON**